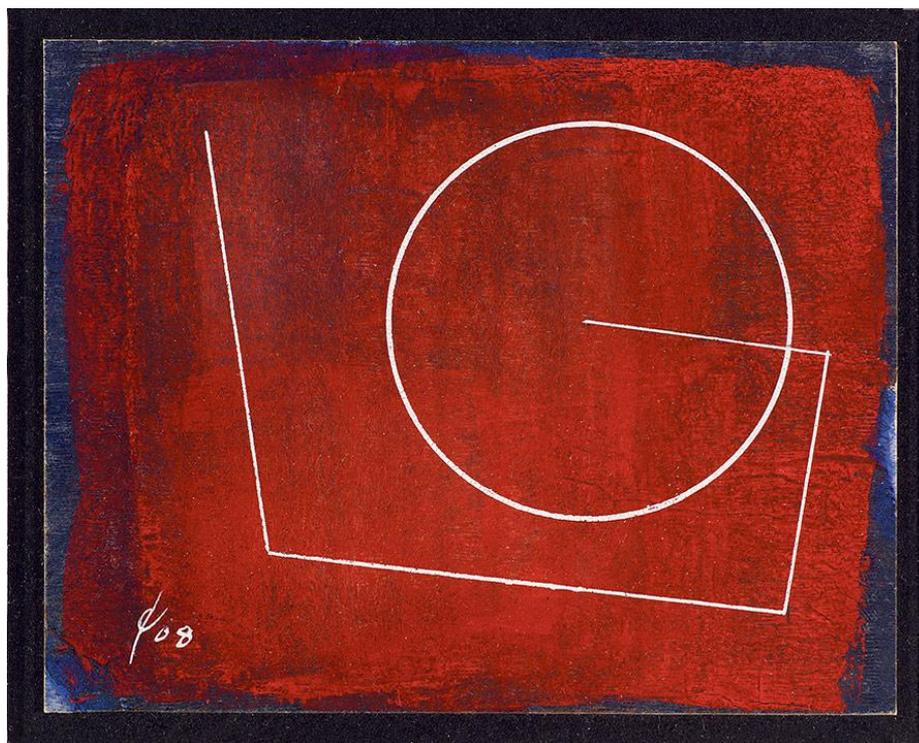


« HISTOIRE GLOBALE », BERCEAU OCCIDENTAL

Où est née la mondialisation ?

L'intention est légitime : construire une « histoire mondiale » échappant à la surestimation de l'histoire occidentale. Pour autant, cela nous interdit-il d'observer que des faits historiques majeurs ont bien eu l'Europe pour acteur initial ? Ainsi, par exemple, la mondialisation. Longtemps instrument de domination de l'Occident, celle-ci a aujourd'hui trouvé d'autres artisans ailleurs.

PAR ALAIN BIHR



George dannatt. — «From Circle to Centre» (Du cercle au centre), 2008

Bridgeman Images

A

PPARUE dans les années

1980 aux États-Unis, où son succès a été foudroyant au sein du monde académique, la *world history*, *global history* ou encore *big history* (bien que ces expressions ne soient pas strictement synonymes) s'est répandue en Europe, en Amérique latine et en Asie au cours des deux décennies suivantes. Elle ne constitue pas à proprement parler une nouvelle école historique, tant les ouvrages qui s'en réclament présentent de divergences sur les plans méthodologique et épistémologique, sans parler des conclusions auxquelles ils aboutissent. Elle propose plutôt une nouvelle manière d'envisager et d'écrire l'histoire de l'humanité, en se plaçant à l'échelle du monde.

Ce qui implique tout d'abord de la décentrer : non seulement en rompant avec la réduction de cette histoire à la juxtaposition d'autant d'histoires nationales compartimentées qu'il s'est formé d'États-nations, mais aussi en s'émancipant de l'eurocentrisme ou de l'occidentocentrisme. Jusqu'à une date récente, celui-ci a conduit les historiens à ne prendre en compte que le point de vue de l'Europe ou de l'Occident, qui, durant les derniers siècles, ont exercé leur domination sur

le reste de l'humanité, quand ils ne sont pas allés jusqu'à lui dénier toute histoire propre. La *world history* se propose par conséquent de multiplier les approches comparatives entre nations, continents, aires de civilisation, en repérant leurs points communs autant que leurs différences, tout en maintenant une part égale entre eux ; ce qui la rapproche des *connected histories* (1). Elle s'intéresse de près aux emprunts réciproques, aux allées et venues entre les divers espaces ainsi mis en rapport, aux mélanges et aux métissages tant culturels que biologiques, tous suscités par l'expansion européenne. De la sorte, elle relativise, voire « provincialise », l'Europe (pour reprendre l'expression éloquente de Dipesh Chakrabarty), son histoire, les formes qu'elle a prises autant que ses catégories de pensée et ses valeurs, en lui ôtant tout statut d'exceptionnalité et en la privant définitivement du privilège qu'elle s'est longtemps assuré d'être la mesure des autres et du monde (2). Elle souligne que non seulement sa domination n'a pas été sans rencontrer de résistance (d'où la connexion de la *global history* avec les *subaltern studies* (3)), mais aussi que, bien souvent, elle n'a pu s'exercer qu'en instrumentalisant les ressources et les acquis, souvent originaux, des formations sociales ainsi dominées, en faisant en somme des dominés des acteurs à part entière de l'histoire mondiale. La *world history* en vient

même à opérer une révolution copernicienne en considérant que ce n'est pas l'Europe (ou l'Occident) qui a été le véritable centre ou moteur de l'histoire, mais d'autres continents ou formations — selon le cas, la Chine, l'Inde, l'Afrique même —, souvent bien en avance sur l'Europe, qui n'aura dû sa première place qu'à ses emprunts aux civilisations non européennes (4), inaugurant ainsi une parenthèse qui serait d'ailleurs en train de se refermer (5).

Le cœur et le cerveau de la planète

En fait, la *global history* illustre une fois de plus le principe selon lequel l'histoire s'écrit toujours au présent. Son inspiration lui vient de ce que l'on nomme couramment la mondialisation (6), c'est-à-dire la dernière époque en date du devenir-monde du capitalisme, dans laquelle nous sommes entrés au cours de la seconde moitié du XXe siècle, plus précisément à la faveur (si l'on peut dire) de la crise structurelle du capitalisme qui débuta dans les années 1970 et de la mise en œuvre, en réponse à cette crise, des politiques néolibérales. La mondialisation a étendu, intensifié et accéléré la circulation des marchandises, des capitaux, des informations et, dans une moindre mesure, des femmes et des hommes au niveau planétaire ; elle a tendu à faire

éclater les cadres des États-nations et des coalitions d'États-nations constitués dans les périodes et phases antérieures du devenir-monde du capitalisme, et remis en question, par conséquent, toutes les positions antérieurement acquises, voire procédé à quelques spectaculaires renversements de situation, certains fragiles et précaires, d'autres sans doute plus durables — pensons au relatif déclin industriel de l'Europe occidentale et des États-Unis face à la montée en force des « pays émergents » : Chine, Inde, Brésil, etc., après les « tigres » et « dragons » du Sud-Est asiatique. Par là, elle a incontestablement pavé la voie des renversements de perspective auxquels nous invite la *world history*. Bien évidemment, l'aggravation continue de la crise écologique planétaire a elle aussi contribué à nous faire comprendre combien l'humanité toute entière partage une communauté de destin et de dangers.

Mais, si le présent incite toujours à relire le passé avec un regard neuf, encore faut-il se garder des illusions rétrospectives qu'il peut faire naître. Ainsi, lorsque la *global history* nous fait comprendre que la mondialisation ne date pas d'hier, on ne peut que la suivre. En revanche, on se montrera beaucoup plus réservé lorsqu'elle cherche à nous faire croire que la mondialisation daterait de l'aube de l'humanité ou que, du moins, son origine se perdrait dans la nuit des

temps (7). Que les migrations d'*Homo sapiens* aient tôt couvert la planète, au bénéfice de nombreux métissages biologiques et culturels, c'est avéré. Qu'il se soit toujours trouvé des échanges de divers types et des emprunts réciproques entre les formations sociales ou aires de civilisation, entre les « mondes » (qu'il se soit agi d'« *empires-mondes* » ou d'« *économies-mondes* », pour parler comme Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein) qui se sont développés sur les continents eurasiatique et africain, entre lesquels n'existe aucune solution de continuité territoriale, cela n'est pas moins certain. Mais, jusqu'à ce qu'elle se produise, l'humanité n'avait jamais rien connu de pareil à l'expansion que les navigateurs, marchands et conquistadors européens entreprennent à partir du XVe siècle en direction de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques.

Cette expansion va aboutir dans les trois siècles suivants à intégrer de larges pans de ces trois continents dans un même réseau de relations économiques, politiques et idéologiques centré sur l'Europe occidentale et largement commandé par elle ; non seulement à interconnecter une pluralité de mondes qui, jusqu'alors, s'étaient largement ignorés, mais encore à faire naître à partir de là un même monde, articulant et subordonnant plus ou moins les précédents, dont l'Europe occidentale va constituer le cœur et le cerveau, ses

autres membres s'ordonnant hiérarchiquement autour d'elle en fonction de ses propres exigences, dont la principale : la valorisation de la valeur, la formation et la reproduction de ce « *procès de valorisation* » (Karl Marx) qu'est le capital. C'est alors et alors seulement que, pour la première fois, quelquefois pour le meilleur et bien souvent pour le pire, les espaces occupés par l'humanité sur terre ont été saisis et organisés en un même monde. En ce sens, parler d'« *histoire globale* » ou d'« *histoire mondiale* » antérieurement à ce processus d'expansion ne peut constituer qu'un abus de langage. À partir de là, la question de l'« exceptionnalité » ou du « privilège » de l'Europe ne peut manquer de se reposer. Car, somme toute, ce qu'il s'agit d'expliquer, c'est bien pourquoi, à partir du XVI^e siècle, ce sont des vaisseaux européens — portugais et espagnols d'abord, puis rapidement néerlandais, anglais et français, sans oublier quelques Danois, Prussiens et Suédois — qui se sont mis à croiser, outre dans l'Atlantique, dans l'océan Indien, les mers de Chine et du Japon, en reliant leurs ports à Lisbonne, Séville, Anvers, Amsterdam, Hambourg et Londres, prélude à leur prédominance dans ces eaux et à leur monopolisation de leurs échanges, et non pas des vaisseaux japonais, chinois, malais, indiens, perses, arabes ou swahilis, partis de Nagasaki, Ningbo, Banten, Malacca, Calicut, Surat,

Ormuz, Mascate, Aden ou Malindi qui ont abordé les côtes africaines, américaines ou européennes de l'Atlantique pour en faire autant. Ou encore pourquoi, par un jour de mai 1498, c'est Vasco de Gama qui débarque à Calicut après avoir traversé l'Atlantique et doublé le cap de Bonne-Espérance, alors que, quelques décennies auparavant, les expéditions conduites par l'amiral chinois Zheng He se sont arrêtées sur les côtes africaines orientales et n'ont pas envisagé de les descendre pour effectuer le périple inverse et débarquer, par exemple, dans le port de Lisbonne.

La manière dont la question a été jusqu'à présent examinée n'est pas acceptable ni même seulement satisfaisante : elle postule soit une seule et même voie de « développement » sur laquelle sont censées progresser toutes les sociétés humaines, l'Europe n'ayant finalement eu que la chance de s'y engager plus tôt que les autres ; soit quelques spécificités culturelles européennes (le « miracle grec », le droit romain, l'autonomie politique des villes, l'émergence de l'individualité entrepreneuriale, etc.) qui lui auraient ouvert cette voie ; soit, pis encore, quelque supériorité irréductible de l'« homme blanc », quand il n'était pas question de la « race blanche ». Cela ne doit pas pour autant conduire à récuser la question, mais oblige plutôt à la poser à nouveaux frais.

Dès lors, pourquoi l'Europe ? On se doute bien que pareille question

n'appelle pas de réponse simple. Sa complexité ne doit cependant pas servir d'alibi pour ne pas risquer d'y répondre de manière claire. L'hypothèse directrice ici retenue est que l'originalité historique de l'Europe est d'avoir servi de berceau au capital entendu au sens que lui donne Marx : comme rapport social de production, impliquant notamment l'accumulation de capital-argent (essentiellement sous forme de capital marchand) et l'expropriation des producteurs immédiats, « libérant » par conséquent forces de travail et moyens de production en leur permettant de devenir des marchandises appropriables par les détenteurs de capital-argent, dont la combinaison productive de ces conditions subjectives et objectives du procès de production va considérablement élargir la sphère de valorisation.

Marx lui-même ne nous a pas dit grand-chose sur les conditions historiques de cette formation, tout en soulignant son caractère crucial. Quelques intuitions éparses dans son œuvre ouvrent cependant des pistes heuristiques (8). La première conduit à considérer que, de tous les modes de production auxquels le devenir historique des sociétés humaines a pu donner naissance, le féodalisme, tel qu'il s'est formé en Europe à la fin du premier millénaire et dans l'archipel nippon dans la première moitié du second millénaire, est le plus favorable — à la limite, le *seul* favorable — à la

formation de ce rapport de production (9). Même si cette dernière continue à se heurter à de nombreux obstacles qui limitent son développement, tant quantitativement (dans l'étendue, le rythme et le volume de l'accumulation du capital) que qualitativement (dans les formes qu'il peut prendre). En somme, selon la formule consacrée, si le féodalisme a constitué une condition nécessaire à la formation du capital comme rapport social de production, il n'en a pas assuré la condition suffisante. Quant à cette dernière, elle va précisément consister dans l'expansion commerciale et coloniale, qui débute à la fin du Moyen Âge et qui se poursuit durant tous les temps modernes, sur la base des acquis du féodalisme et de sa subversion par les prémices de la formation des rapports capitalistes de production. Expansion dont les principaux aspects seront la découverte et la colonisation des Amériques ; l'afflux en Europe de métaux précieux lié au pillage et à l'exploitation minière de ces mêmes Amériques ; le développement du système de plantations esclavagistes, toujours aux Amériques, et la traite négrière qui les ravitaillera en main-d'œuvre à partir des côtes africaines ; la conquête des marchés asiatiques et le début de la colonisation de certaines contrées orientales ; la rivalité entre puissances européennes pour s'approprier ces flux de richesses marchandes et monétaires, exacerbée par la mise en œuvre de

politiques mercantilistes, dégénéralant régulièrement en guerres qui finiront par prendre une dimension mondiale ; la nécessité par conséquent d'un renforcement militaire, mais aussi administratif et fiscal, des États européens ; la nécessité de développer aussi le crédit public ; etc. Le tout élargissant l'échelle et accélérant le rythme de l'accumulation du capital sous toutes ses formes, en réunissant notamment les conditions de ce qu'on nomme habituellement la révolution industrielle, et en permettant la montée en puissance de la bourgeoisie comme classe sociale.

En somme, c'est à la faveur de cette première mondialisation, par laquelle l'Europe a commencé à s'instituer en centre du monde, en organisant et contrôlant les relations économiques, politiques, culturelles entre l'ensemble des civilisations de la planète, que le rapport capitaliste de production s'est parachevé dans le mouvement même par lequel il donnait, simultanément, à l'Europe les moyens de sa domination mondiale.

ALAIN BIHR

Professeur honoraire de sociologie à l'université de Franche-Comté. Ce texte est extrait de l'ouvrage *Le Premier Âge du capitalisme (1415-1763)*.

L'expansion européenne, Page 2 - éditions Syllepse, Lausanne-Paris, à paraître en septembre 2018

- (1) NDLR : terme employé par l'historien Sanjay Subrahmanyam pour désigner une démarche historique visant à démanteler la compartimentation entre les histoires nationales et les espaces culturels par l'étude des interactions à plusieurs échelles, du local au global.

- (2) Jack Goody, *L'Orient en Occident*, Seuil, coll. « La librairie du XXe siècle », Paris, 1999; Jack Goody, *Le Vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Gallimard, coll. « NRF essais », Paris, 2010; Dipesh Chakrabarty, *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009.
- (3) NDLR : mouvement d'idées issu des travaux du Groupe d'études subalternes, qui renouvela l'historiographie de l'Inde coloniale en délaissant l'histoire des élites pour se concentrer sur les couches sociales de base. Lire Partha Chatterjee, « Controverses en Inde autour de l'histoire coloniale », *Le Monde diplomatique*, février 2006.
- (4) John M. Hobson, *The Eastern Origins of Western Civilisation*, Cambridge University Press, 2004.
- (5) Andre Gunder Frank, *ReOrient : Global Economy in the Asian Age*, University of California Press, Berkeley, 1998.
- (6) Serge Gruzinski, « [Faire de l'histoire dans un monde globalisé](#) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 66e année, no 4, Paris, octobre-décembre 2011.
- (7) Andre Gunder Frank et Barry K. Gills, *The World System : Five Hundred Years or Five Thousand?*, Routledge, Oxford, 1993.
- (8) NDLR : qui contribue à la découverte par l'évaluation d'hypothèses successives.
- (9) Cf. *La Préhistoire du capital. Le devenir-monde du capitalisme*, Page 2, 2006.